

ANNEXE B

COMMUNICATIONS ÉCRITES DES TIERCES PARTIES OU LEURS RÉSUMÉS ANALYTIQUES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication écrite du Japon en tant que tierce partie	B-5
Annexe B-3	Résumé analytique de la communication écrite de l'Argentine en tant que tierce partie	B-6

ANNEXE B-1

COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Les Communautés européennes soumettent la présente communication écrite en tant que tierce partie en raison de l'intérêt systémique qu'elles ont dans l'interprétation et l'application correctes et cohérentes de, entre autre choses, l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping") et du *Mémoire d'accord sur le règlement des différends* ("Mémoire d'accord").

2. Pour commencer, les Communautés européennes font observer qu'il y a de nombreuses similitudes entre le présent différend et la question à laquelle étaient confrontés les groupes spéciaux *États-Unis – Crevettes (Équateur)* et *États-Unis – Crevettes (Thaïlande)*. Dans ces différends, la partie plaignante contestait la conformité d'une ordonnance antidumping adoptée par les États-Unis au motif que la méthode utilisée pour calculer les marges de dumping des exportateurs concernés (la "réduction à zéro selon les modèles") enfreignait l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* pour les raisons énoncées dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*. Dans ces différends, les États-Unis s'étaient abstenus de contester cette allégation juridique et s'étaient même mis d'accord avec la partie plaignante sur les moyens et le délai de mise en œuvre du rapport adopté de l'ORD.

3. Dans le présent différend, l'*Accord sur des procédures entre la Thaïlande et les États-Unis*¹ contient des paragraphes dans lesquels les parties conviennent des procédures qui doivent régir certains aspects des travaux du Groupe spécial. Il contient aussi des paragraphes dans lesquels les parties conviennent que les États-Unis ne contesteront pas l'allégation et que la Thaïlande ne demandera pas au Groupe spécial de suggérer aux États-Unis, conformément à l'article 19:1 du *Mémoire d'accord*, des façons de mettre en œuvre ses recommandations, ainsi que des paragraphes dans lesquels les modalités et le délai de mise en œuvre sont arrêtés.² Par conséquent, de l'avis des CE, non seulement l'*Accord sur des procédures* règle certaines questions de procédure, mais il constitue aussi, du moins en partie, une résolution ou solution du différend entre les parties. Toutefois, aucune des parties ne fait référence dans sa première communication écrite aux articles 3:6 ou 12:7 du *Mémoire d'accord*.

¹ Pièce THA-8.

² Les parties sont convenues que toute modification du taux de dépôt en espèces ou abrogation de l'ordonnance antidumping à la suite du nouveau calcul des marges de dumping conformément à une détermination au titre de l'article 129 prendra effet en ce qui concerne "les importations effectuées au plus tôt à la date [de mise en œuvre de la nouvelle détermination]" (*Accord sur des procédures*, paragraphe 6). À cet égard, les Communautés européennes font observer que les obligations des États-Unis résultant de l'*Accord sur des procédures* paraissent être beaucoup plus limitées que les obligations des États-Unis résultant de violations identiques dont l'existence a été constatée dans d'autres différends. De fait, l'Organe d'appel a rejeté par deux fois la pertinence de la "date d'importation" pour l'évaluation de la mise en conformité avec des rapports adoptés de l'ORD (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – CE)*, paragraphe 309, et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 169). Par conséquent, selon les CE, puisque toutes les solutions convenues d'un commun accord doivent être compatibles avec les accords visés et ne pas annuler ni compromettre des avantages résultant pour tout Membre desdits accords (article 3:5 du *Mémoire d'accord*), un accord entre les parties au sujet de la mise en œuvre ne peut pas modifier les conséquences d'une recommandation au titre de l'article 19:1 du *Mémoire d'accord*, à savoir rendre la mesure *pleinement* conforme aux accords visés.

4. Dans les circonstances factuelles particulières de la présente affaire, les Communautés européennes se félicitent de la résolution rapide du différend et ne s'opposent pas à la façon de procéder choisie par les parties. Toutefois, elles considèrent que la faculté, pour les parties à un différend, de parvenir à un accord sur certaines questions, puis de faire transformer cet accord en constatations et recommandations d'un groupe spécial, qui seront par la suite adoptées par l'ORD, n'est pas illimitée. La façon de procéder choisie par les parties ne peut pas affecter les droits des Membres de l'OMC qui ne sont pas parties à l'*Accord sur des procédures*³; l'approche choisie par les parties ne peut pas non plus viser l'obtention de constatations ayant, en pratique, le même poids vis-à-vis des autres Membres de l'OMC qu'un rapport de groupe spécial "ordinaire".

5. Dans ces circonstances, l'article 11 du *Mémoire d'accord* revêt une pertinence particulière. Nonobstant l'absence de désaccord entre les parties, un groupe spécial a l'obligation fondamentale au titre de l'article 11 du *Mémoire d'accord* de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause.⁴ Une telle évaluation devrait comprendre les faits, les éléments de preuve et l'argumentation juridique. Un groupe spécial devrait donc se montrer particulièrement prudent sur ce point, surtout lorsque, comme en l'espèce, le différend porte sur des questions que la partie plaignante ne soulève pas. Il devrait en particulier faire une distinction entre constater que les parties sont d'accord en ce qui concerne un fait, un élément de preuve ou une question de droit particulier, et formuler lui-même une telle constatation.

6. Compte tenu des considérations qui précèdent, les Communautés européennes souhaiteraient faire deux remarques au sujet des communications des Parties.

7. Premièrement, les Communautés européennes font observer que la terminologie figurant dans la description faite par la Thaïlande⁵ de la méthode appliquée par les États-Unis dans la présente affaire est incorrecte au vu de l'interprétation suivie par l'Organe d'appel. En particulier, la Thaïlande indique que l'on a calculé la marge de dumping pour un exportateur en "faisant la somme des montants du *dumping* correspondant à chaque modèle" et que l'USDOC "a ramené à zéro toutes les *marges* négatives correspondant aux divers modèles" (*pas d'italique dans l'original*). Or, l'Organe d'appel a déjà précisé que l'existence d'un dumping ne pouvait être constatée que "pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble et ne [pouvait] pas être constatée pour un type, un modèle ou une catégorie de ce produit", et que "les *résultats* de comparaisons par modèle n[étaient] pas des marges de dumping au sens de l'article 2.4.2 mais constitu[aient] des calculs intermédiaires qui [devaient] être pris en compte dans le calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble" (*pas d'italique dans l'original*).⁶ En conséquence, les Communautés européennes suggèrent que le Groupe spécial utilise la terminologie appropriée indiquée par l'Organe d'appel.⁷

8. Deuxièmement, les Communautés européennes font observer que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté que l'utilisation de la réduction à zéro dans les *enquêtes initiales* était

³ *Mémoire d'accord*, article 3:2.

⁴ Rapport du Groupe spécial *Colombie – Prix indicatifs*, paragraphe 181; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 281 ("[L]orsqu'un groupe spécial se prononce sur une allégation en l'absence d'éléments de preuve et d'arguments à l'appui, il agit d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du *Mémoire d'accord*").

⁵ Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 10 (confirmée par la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 2).

⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* ("États-Unis – Bois de construction résineux V"), paragraphes 81 à 90; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 283, et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphe 89.

⁷ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, note de bas de page 13.

incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* dans de nombreux différends à ce jour.⁸ Elles notent que le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* traite d'une manière générale de la pertinence des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.⁹ À cet égard, la dernière phrase du paragraphe 160 fait référence à "un organisme juridictionnel" (au singulier), ce qui semble indiquer que la phrase fait référence à la situation dans laquelle l'organisme est le même à la fois dans l'affaire antérieure et dans l'affaire qui doit être réglée. Autrement dit, elle fait référence à la situation dans laquelle un groupe spécial pourrait être appelé à trancher la même question de droit que celle qu'il a tranchée précédemment; ou à la situation dans laquelle l'Organe d'appel pourrait être appelé à trancher la même question de droit que celle qu'il a déjà tranchée. Nous notons que la phrase fait référence à "des raisons impérieuses" comme justification d'un changement d'avis. En revanche, les Communautés européennes notent que le paragraphe 161 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* traite du rapport de hiérarchie entre les groupes spéciaux et l'Organe d'appel. Il conclut que la pertinence des clarifications apportées par l'Organe d'appel sur des questions d'interprétation du droit n'est pas limitée à l'application d'une disposition particulière dans une affaire donnée. Il n'y a aucune référence expresse à des "raisons impérieuses". Enfin, au paragraphe 162 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, l'Organe d'appel indique qu'il est profondément préoccupé par la décision du Groupe spécial de s'écarter de la jurisprudence bien établie de l'Organe d'appel clarifiant l'interprétation des mêmes questions de droit.

9. Au vu de ce qui précède, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial procède à une évaluation objective de la question dont il est saisi, compte tenu de la jurisprudence bien établie de l'Organe d'appel clarifiant l'interprétation des mêmes questions de droit.

⁸ Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 66; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 117; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 124; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 138; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 222. En outre, la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes initiales a été jugée incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* par tous les groupes spéciaux qui ont examiné cette pratique, y compris les Groupes spéciaux *CE – Linge de lit*, *CE – Accessoires de tuyauterie*, *États-Unis – Bois de construction résineux V*, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, *États-Unis – Crevettes (Équateur)*, *États-Unis – Crevettes (Thaïlande)* et *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphes 157 à 162.

ANNEXE B-2

COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Le présent différend est l'un des nombreux différends faisant l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC qui concernent la "réduction à zéro" utilisée dans les procédures antidumping des États-Unis. Le Japon, comme en atteste son propre recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, a un intérêt dans la question de la compatibilité avec les règles de l'OMC et de la mise en œuvre par les États-Unis s'agissant de la "réduction à zéro".

2. Le fondement de la plainte de la Thaïlande est que l'utilisation de la "réduction à zéro" par le Département du commerce des États-Unis lors du calcul des marges de dumping pour certains exportateurs visés par l'enquête concernant les sacs en polyéthylène pour le commerce de détail en provenance de Thaïlande est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de la première phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'*Accord antidumping*).¹ Le Japon appuie entièrement la plainte de la Thaïlande. Il reconnaît, comme les deux parties, que dans l'affaire *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* (*États-Unis – Dumping concernant les bois de construction résineux*), l'Organe d'appel a constaté que l'utilisation de la "réduction à zéro" pour le calcul des marges de dumping sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables (la "méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée") dans les enquêtes était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.² À cet égard, il note que les États-Unis ne contestent pas le fait que les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* pour les motifs exposés dans le rapport sur l'affaire *États-Unis – Dumping concernant les bois de construction résineux*.³

3. Eu égard à ce qui précède, le Japon, notant que les parties au présent différend ont conclu un accord sur des procédures visant à en permettre le règlement rapide⁴, pense comme les deux parties qu'un règlement rapide doit être apporté à ce différend. Il compte que les États-Unis entreprendront les actions appropriées en ce qui concerne les mesures en cause de façon à ce que le "règlement rapide de toute situation" prévu à l'article 3:3 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* soit obtenu.

¹ WT/DS383/2 (10 mars 2009), pages 2 et 3.

² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Dumping concernant les bois de construction résineux*, paragraphes 62 à 117, communication écrite de la Thaïlande (Thaïlande, PCE), paragraphe 15, et première communication écrite des États-Unis (États-Unis, PCE), paragraphe 5.

³ Thaïlande, PCE, paragraphe 17 et États-Unis, PCE, paragraphe 5.

⁴ Thaïlande, PCE, paragraphe 7 et États-Unis, PCE, paragraphe 1.

ANNEXE B-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. L'Argentine ne va pas traiter la question de la réduction à zéro telle qu'appliquée ("as applied") dans l'affaire particulière introduite par la Thaïlande, mais va plutôt se concentrer sur un aspect plus systémique, à savoir l'incompatibilité de la réduction à zéro en tant que telle ("as such").
2. La pratique et la méthode du Département du commerce des États-Unis (USDOC), connues sous le nom de réduction à zéro ("zeroing" en anglais), sont incompatibles avec l'Accord antidumping. L'article premier de cet accord dispose qu'"[u]ne mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord".
3. La méthode de la "réduction à zéro" pour le calcul de la marge de dumping pendant la phase d'enquête, du fait qu'elle exclut de ce calcul certaines transactions pertinentes, peut avoir deux résultats: a) un accroissement artificiel de la marge de dumping; ou, dans le pire des cas, b) la création d'une marge de dumping là où il n'y en a pas, en violation de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping.

II. INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

4. L'article 2.4 de l'Accord antidumping dispose qu'aux fins du calcul de la marge de dumping, il sera procédé à une "comparaison équitable" entre le prix d'exportation et la valeur normale; il indique également comment cette comparaison devra se faire et précise qu'il faudra tenir compte, dans chaque cas particulier, des différences affectant la "comparabilité des prix", en proposant des ajustements possibles aux fins de cette comparaison.
5. Comme on peut le constater, cette disposition établit un critère voulant que toute autorité chargée de l'enquête calcule les marges de dumping dans les enquêtes sur la base d'une comparaison équitable, quelle que soit la méthode qu'elle décide d'appliquer au titre de l'article 2.4.2.
6. Selon le sens ordinaire du mot "*équitativo*" (équitable), ladite comparaison doit être "*justa*", "*imparcial*" ou "*ecuánime*" (juste, impartiale ou objective) (*Diccionario de la Lengua Española*, Espasa Calpe, Madrid, 2005). En d'autres termes, elle ne doit pas être faussée d'une manière qui accroîtrait artificiellement la marge de dumping ou qui créerait des marges positives dans les cas où le résultat de l'équation est négatif. Par conséquent, le principe de la "comparaison équitable" garantit que, quelle que soit la méthode utilisée, la marge de dumping obtenue sera réelle, ce qui suppose que toutes les variables ayant une incidence sur le résultat final soient prises en considération.
7. La pratique de la réduction à zéro des marges négatives consiste à ne pas tenir compte des prix d'exportation qui sont plus élevés que les prix sur le marché intérieur de l'entreprise en question. La question qui se pose est la suivante: comment peut-on procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et les prix d'exportation si l'on exclut certaines variables du calcul de la marge de dumping sans aucune raison?

8. En excluant du calcul les résultats correspondant à une marge de dumping négative, la pratique de la réduction à zéro ne fait qu'aboutir à un résultat irréal, avec des marges de dumping créées artificiellement suite à la sélection des variables dont le résultat est positif.

9. S'il est vrai que l'Accord antidumping permet d'effectuer des ajustements pour favoriser la comparabilité des prix (lorsque la comparaison n'est pas possible) et qu'il ne fait pas référence à la réduction à zéro, ces ajustements ne peuvent pas être effectués au moyen de la méthode de la réduction à zéro car celle-ci consiste à sélectionner certaines variables et à en écarter d'autres qui sont "comparables", devenant ainsi une pratique incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

III. INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

10. Les groupes spéciaux comme l'Organe d'appel ont constaté à plusieurs reprises que la pratique de la réduction à zéro ("zeroing" en anglais) était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.

11. L'article 2.4.2 porte sur les différentes méthodes que les autorités chargées de l'enquête peuvent utiliser pour calculer la marge de dumping. Il dispose ce qui suit: "*Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction* [rendant ainsi possible l'application d'une méthode moyenne pondérée/transaction dans des circonstances exceptionnelles]".

12. Cette disposition précise la façon dont les autorités nationales doivent procéder pour établir l'"existence de marges de dumping", à savoir la façon dont elles doivent procéder pour établir s'il y a dumping.

13. Comme on peut le déduire de la disposition citée, la comparaison effectuée pour calculer la "marge de dumping" dans une enquête donnée, quelle que soit la méthode utilisée, doit reposer sur "toutes" les transactions comparables et non sur une sélection de modèles ou de transactions.

14. En ce sens, l'Argentine souscrit aux arguments avancés par la Thaïlande au paragraphe 13 de sa communication écrite, selon lesquels les expressions "marge de dumping" et "toutes les transactions comparables" doivent être interprétées de "manière intégrée"¹, ce qui amène à conclure que "[s]i l'autorité chargée de l'enquête a choisi de procéder à des comparaisons multiples, elle doit nécessairement prendre en considération le résultat de toutes ces comparaisons afin d'établir des marges de dumping pour le produit dans son ensemble au titre de l'article 2.4.2".²

15. L'Argentine pense donc comme la Thaïlande que la méthode de la réduction à zéro est incompatible avec l'article 2.4.2, parce qu'elle ne tient pas compte de "toutes" les transactions comparables, comme le prescrit la disposition mentionnée. Ainsi, le calcul de la "marge de dumping" au moyen de cette méthode se fait par la sélection de certaines transactions et l'exclusion (au moyen de la réduction à zéro) de celles pour lesquelles le résultat est négatif.

¹ Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004 ("rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Bois de construction résineux V"), paragraphes 86 à 103 (note de bas de page de l'original).

² *Ibid.*, paragraphe 122 (note de bas de page de l'original).

IV. INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 9.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET L'ARTICLE VI:2 DU GATT DE 1994

16. L'article 9.3 de l'Accord antidumping lu conjointement avec l'article VI:2 du GATT de 1994 dispose que les droits antidumping qui seront imposés pour neutraliser les effets du dumping ne pourront pas être supérieurs à la marge de dumping afférente à ce produit.

17. L'article 9.3, quant à lui, dispose que "*[l]e montant du droit antidumping sera établi conformément aux dispositions de l'article 2*".

18. En n'aboutissant pas à un résultat qui tienne compte de la totalité des variables devant être prises en considération dans la détermination d'une marge de dumping, la méthode de la réduction à zéro implique en définitive l'imposition de droits antidumping supérieurs à la marge de dumping et est donc incompatible avec l'article 9.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:2 du GATT de 1994.

19. Néanmoins, l'Argentine tient à préciser que l'on ne peut confondre l'imposition et le recouvrement de droits avec le calcul de la marge de dumping que l'autorité chargée de l'application doit effectuer **avant** la phase d'imposition.

V. CONCLUSION

20. Compte tenu de ce qui précède, l'Argentine estime que la méthode de la réduction à zéro pour le calcul des marges de dumping pendant la phase d'enquête est incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.

21. En ce sens, l'Argentine prie le Groupe spécial de demander aux États-Unis de rendre leurs mesures conformes aux règles de l'OMC.
